ABONNEMENTS......

Nord et limitrophes......
France et Belgique......
Union postale

REDACTION - ANNONCES ABONNEMENTS

Malgré la bane continue des chaussures la Maison **AU SOLDEUR**

a l'audace de maintenir es prix modérés

33, Rue Pierre-Motte - ROUBAIX -

LA SITUATION POLITIQUE

DECLARATIONS DE M. BRIAND

Paris, 11 juin. — Quelques instants avant l'ouverture de la séance da cet après-midi à la Chambre, M. Aristide Briand s'est entre-tenu avec plusieurs députés et journalistes dans les couloirs du Palais-Bourbon.



M. FRANKLIN-BOUILLON

M. Franklin-Bouillon

Au cours de cette conversation, le président du Conseil a fait connaître son sentiment sur l'institution d'un débaf relatif à la politique générale du Gouvernement. Une discussion purement théorique comme c'en serait une sur la composition du Cabinet au point de vue politique lui appuraît présentement comme sans objet. Le Gouvernement est en train d'élaborer un programme de redressement financier. D'ici une dizaîne de jours, tout au plus, le Comité d'experts lui aura fait connaître ses propositions sur les quelles îi se prononcera à son tour avant de les soumettre. Déjà le budget a été équilipré. Le Comité d'experts l'a reconnu et c'est un premier pas vers l'assainissement financier qui est le but poursuivi par le Gouvernement. C'est donc à ses acies que celui-ci entend être jugé. Il est ce qu'il est, mais il a à tous le moins le mérite d'exister.

Un ministère d'union sacrée

Un ministère d'union sacrée

Un ministère d'union sacrée
Quant à former un ministère d'union sucrée, a ajouté M. Briand, je ne demanderais
pas mieux évidenment. J'ai déià d'ailleurs
fait quelque chose d'approchant lors de la
constitution du Cabinet actuel mais, it fant
que l'idée soit acceptée par les groupes polifiques et aussi par les hommes auxqueis en
dévenit nécessairement s'adresser. Cela ne
dépend donc pas exclusivement de mol. Et
e président du Conseil termina l'entretien
sur cette boutade: « Je sais bien qu'il y a
toujours des anateurs de portefeuilles, mais
pour constituer un ministère, ce n'est pas
toujours à ceux-là qu'on pense, »

L'interpellation de M. Franklin-Bouillon

Paris, 11 juin. — Au cours de sa conver-sation dans les couloirs, M. Avistide Briand a indiqué, que si M. Franklin-Bouillon insisa indique, que si M. Frankill-Boullion llasis-tait pour une discussion inmédiate de son interpellation, il demanderait l'ajournement du débat en développant à la tribune les raisons qu'il a brièvement exposées au cours même de cet entretien.

M. FRANKLIN-BOUILLON

choisira son heure pour intervenir à la tribune
Parls, 11 juin. — Interrogé dans les couloirs de la Chambre, M. Franklin-Bouillon a
déclaré qu'il ne mettrait pas à exécution
aujourd'hui son intention d'interpeller le
Gouvernement sur la politique générale. Plusieurs interpellations sur le Marco agurente, en effet, à l'ordre du jour de cet après-midi.
Une délibération serait nécessaire pour mo-

difier cet ordre du jour. En demandant une discussion immédiate, sur un autre sujet, le député de Seinc-et-Oise risquerait, selon son expression, d'étouffer le début. Aussi se réserve-t-il d'intervenit à son heu L'OPINION DE M. CHAUMET

Paris, 11 juin. — Le groupe de l'Union démocratique et radicale du Sénat s'est réunt hier après-midi, sous la présidence de M. Chaumet. Au cours de la réunion, le sénateur de la Gironde, faisant ailusion à la

nateur de la Gironde, faissuit aflusion à la situation politique actuelle, a déclaré:

Il sufficit d'un effort courageux énergiquement papseuit pour remetre tout d'aphonh dans ce pays. Il n'est pas besoin de changer de ministre; il sufficie de la comme conforme aux voux de la nation.

On objecte la Chambre ne suivra pas, Q'en saiton? En tout cas, si elle renversait le ministree sur un programme posifif et précis, l'opinion publique jugerait ans se soucer des formules des partis et il faudrait ben l'inspire de sa violent souverains.

La défense du franc

M. Raoul Péret s'entretient du change avec M. Theunis

Paris, 11 juin. — M. Raoul Péret, minis-tre des Finances, a conféré vendredi matin, avec M. Theunis, ministre d'Etat belge, pré-sident du Comité financier. L'entretien a porté principalement sur les questions de

change.

A la suite de cette conversation, M. Raoul
Péret s'est rendu à l'ambassade de Belgique,
où il a déjeuné avec M. Theunis.

Le ministre des Finances, d'autre part, a reçu également MM. Milan et Landry, pré-sident et vice-président du Consell de gérance de la Caisse d'amortissement, avec lesquels il s'est entretenu des principales questions qui seront examinées le 16 juin, au cours

LES CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES

Lyon, 11 julu. — Le directeur de l'Insti-nt franço-cuinois de Lyon, a reçu des studiants chinois qui y font un stace, un ettre où ils expriment leur sympathic pour



ancien chef du Cabinet en Belgique

la France et où ils déclarent souscrire pour une somme de 1.100 francs à la contribution volontaire pour l'amortissement de la dette publique de France.

Le conflit en Pologne ABD-EL-KRIM est-il réglé? serait déporté en Corse

Paris, 11 juin. — Les généraux Simon, Sanjurjo, qui sont attendus à Paris, ont constaté, su cours des conversations à Rabat et à Madrid, qui ont suivi l'enquête à laquelle ils se sont livrés au Maroc, qu'aucune divergence de vue n'existait entre les deux gou-

vernements.

Pour ce qui est du sort d'Abd-el-Krim, il ne faut pas s'attendre à ce que le chef rebelle soit traité avec la bienveillance dont le Gouvernement français fit preuve à l'égard de Moulay Hatid, dont la dignité de suitan appelait des ménagements.

On envisage divers lieux de déportation pour Abd-el-Krim. On parle, en particulier, de la Corse à ce sujet, dans les milleux officiels. De toutes façons, en aucun cas, le rebelle ne sera admis à résiler en pays musulman.

rebelle ne sera dune repetite de la communique officiel du Maroc espagnol dit notamment, que tous les renseignements provenant de divers secteurs constituent autant de symptômes de la décomposition du bloc des partisans d'Abdel-Krim, cédant sous la pression vigoureuse des étéments désireux de se soumettre.

Dans la partie orientale, on constate des souks très frêquentés, notamment celui d'Azilaf od, le juin, de nombreux indigènes de la zone française se sont présentés, ci celui de Midar, où se sont rendus les principeux notables du secteur d'Ajdir.

Une délégation espganole va venir à Paris

Une délégation espanole va venir à Paris
Madrid, 11 juin. — La délégation espagnole comprenant le générale comte Jordana,
président; le colonel Orgaz, secrétaire; MM.
Lopez Olivian et San Groniz, partira ce soit
par le train de 21 h. pour Paris.
Les conversations porteraient, notamment
Les conversations porteraient, notamment
sur les questions déjà connues, c'est-à-dire
la responsabilité d'Add-el-Krim, de ses famillers et de ses auxiliaires, la délimitation
des territoires occupés par les tribus du Norden de l'ouergha et le régime de protectorat à
de l'ouergha et le régime de protectorat à
leur appliquer,

« L'armée et la politique restent face à face »

Notre confrère, Albert Londres, continue d'interroger l'Inquière Pologue où le récent conflit, dit-il, en conclusion d'un article, est loin d'être réglé:

loin d'être réglé:

L'armée qui fut divisée en deux parties n's pas
retrouvé son unité fraternelle. Des officiers qui, pendant les trois journées de Varsovie, n'étaient pas sur
le même trottoir des allées Vjadowska, échangent
aujourd'hui des calottes dans les cours des cacemes.
Pisaudski, il est vrai, les fait aussitôt venir cinez lui
et les leur rand à tour de bras.

Enfin l'éest sussi un geste de père de famille.
Pisaudski a contre lui les forces politèque, c'estidire teut ce qui travaille en-dessous, et prèpace une
revanche. Il a pour lui la majorité des fiuis. Cer
deux puissances restent face à face et ae mesurent de
l'eil.

L'une domine, mais l'autre mine.

Une conséquence inattendue

Une conséquence inattendue

Varsovie, 11 juin. — Le 31 mai dernier,
dans un club à Varsovie, le général comte
Szeptycki rencontrant le comte Skrzynski,
ancien premier ministre, refus de le saluer,
sous le prétexte que celui-ci avait, par sa
politique intérieure, facilité le coup d'Etat
de maréchal Plisudski. Le comte Skrzynski
a envoyé des témoins au général Szeptycki.
On ne sait encore quelle suite sera donnée
à cette affaire.

Une bagarre sanglante : Cinq tués

Varsovie, 11 juin. — Mardi dernier, les ouvriers d'une usine métallurgique de Ojus-rowiec demandaient à l'administration d'éloi-gner un des directeurs de l'usine. L'administration ayant refusé, ils obligèrent, le lendemain, par la force, le directeur à quitte l'usine. Les trois principaux instigateurs de companyement furent arrêtés.

AVANT DE PARTIR POUR LE POLE



ABA » QUI VA PARTIR A LA FIN DU MOIS DE JUILLET POUR LE POLE

A gauche, le commandant, M. Emile Sequier (Wide World photos).

LES INTERPELLATIONS SUR LE MAROC A LA CHAMBRE

déchaîne un violent incident

SEANCE DU MATIN M. Brunet ouvre la séance à 11 h. 15, On rend la discussion des marchés de l'aéron

LES MARCHES D'AVIATION

M. Gamard déclare que la Coumission à mande qu'il soit ajonté à la motion Guilhaum adoptée hier, qu'elle accepte des conclusio invitant le Gouvernement à prendre les mesur mécessaires pour assurer une collaboration plétroite entre l'aéronautique et les services util sateurs; à organiser un atelier-témoin, et à util sateurs; à organiser un atelier-témoin, et à util ser les ateliers de l'Etat pour établir les prix e revieut, à introduire dans les marchés des classes plus récisées et à revenir nour les acomats.

SEANCE DE L'APRES-MIDI

Les interpellations sur le Maroc

M. Herriot covre la séance à 15 h. 10. M. Briand est au bane du Gouvernement. La Blambre adopte, sans débat, le projet de la modifie et à compléter la législation ur le chèque. L'ordre du jour appelle la discussion des in cruellutions sur le Marce.

M. Fontanier

M. Henry Fontanier

M. Henry Fontanier interpelle sur les conditions dans lesquelles l'autorité militaire a procédé le 26 avril decqier, à Casablanca, à l'arrestation de plusierus militants socialistes et syndicalistes relachés quelques jours plus tard. On avait donné à l'époque comme raison de les arrestations, l'assurance que les personnalités emprisonnées étaient impliquées dans un complot invité d'après lui de toutes pièces.

Selon l'orateur, la véritable raison de ces arrestations étaient que les individus arrêtés se trouvaient à la tête du mouvement syndicaliste que l'ou violait étoufier. L'orateur expose ensuite les circonstances de l'arrestation à son avis arbitraire, du directeur du « Cri Marocain ». Il demande au Gouvernament de recheccher les responsables de ces arrestations et de prendre des sanctions coutre eux.

M. Doriet attaque avec apreté l'administra-

s sanctions contre eux.

M. Doriet attaque avec âpreté l'administra-on du maréchal Lyantey.

M. Outrey, interrompant, est pris à partie pai' resteur dune façon si violente que M. Her-

iet doit intervenir.

M. Dorlot entreprend de démontrer que le nuréobal Lyautey et son entourage sont respon-ables de la guerre du Rif. Il reppelle à nou-ceau la lettre privée écrite par M. Vatin-Péri-

un, doite proteste.
La droite proteste.
L'orsteur communiste donne lecture d'une ture qu'il dit émaner d'Abd-el-Krim, et qui sultire qu'il dit émaner d'Abd-el-Krim, au maréchait été adressée par le chef rifain au maréchait.

autey. M. Painievé. — Le maréchal Lyautey a affir-la plusieurs reprises qu'il n'avait jamais regu

M. Painteve. — Le maretant Leavent mé à plusèurs reprises qu'il n'avait jamris reçu de lettre d'Abd-el-Krim.

M. Doriot reproche avec véhémence à M. Paindevé de l'avoir accusé à tort, ainsi que le parti communiste. d'avoir collaboré à la préparation du plan de campagne riffain et ce, sur les ordres de Mosteu. Il se déchare l'ennemi de tous les impérialistes, et surtout de l'impérialisme franceis, muis pendant le cours de l'année deroière, il a conseillé la paix porce qu'il pessait que les l'étants entre l'entre de l'année deroière.

cats, mais pendant le courge de l'ambre de router, il a conseillé la paix porce qu'il pensait que les Riffains seraient écrasés fatalement.

M. Doriot. — Si j'aveis pensé que les Riffains avec les Marocains, les Algériens, les Tunisieus avaient la possibilité de comprérir l'indépendance, ce n'est pas la paix que j'aurais conscilée, mais la lutte à outrance.

Un violent incident

Cette déclaration de M. Doriot soulève un

Cette declaration de M. Doriot souleve da violent tunuité.

M. Herriot s'élève avec indignation contre ces parories, mais quelques députés trouvent la semonce in-utifisante.

M. Soulié demande des sanctions contre le député communiste.

M. Herriot. — La sanction se trouve dans l'imagnatoin de la Chambre tout entière. Il saffiture vois vous y associiez. (Applaudissements à gauche).

Les députés des différents groupes s'invecti-

Les députés des différents groupes s'invectivent.

M. Herriot menave les interrupteurs de la consure, mais M. Renand Jean persiste à traiter de bandit le député de l'Indohine, M. Outrey, M. Herriot rappelle M. Jean Renaud à l'ordre, avec inserreption au procès-verbal.

M. Outrey veut parler,

— Ordrey, lui crie M. Vuillant-Couturier,

M. Herriot, au milieu du bruit, le menace égallement de la censure s'il ne retire pas ce qu'il vient de dire.

M. Vaillant-Couturier donne satisfaction su Président, et M. Doriot poursuit son exposé de la doctrine communiste sur la fraternisation et l'indépendance des peuples coloniaux.

M. Briand. — Nous sommes allés protége le Maroc.

Maroc. M. Cachin. — Le vol à main armée, (Bruits). M. Herriot rappelle M. Cachin à l'ordre. Intervention de M. Briand M. Briand répète son étonnement de voir un ommuniste déclarer ouvertement préférer la ty-

BILLET PARISIEN

Le député communiste Doriot Le coup de poing sur la table

(D'UN RÉDACTEUR . PÉCIAL)

PARIS, 11 JUIN (MINUIT).

PARIS, II JUN (MINUIT).

La Chambre discutait aujourd'hui les interpellations sur la question marocaine. Cette discussion venant après la victoire franco-espagnole n'avait, à vrai dire, qu'un intérêt rétrospectif; mais les oraleurs avaient des discours à placer: il a donc fallu les entendre pendant de longues heures d'horloge.

Anusi bien, les parlementaires songeaient moins au Maroc qu'à la situation politique et financière. Allai-on l'évoquer à la tribune? On put croire un instant que M. Franklim Bouillon saistrait l'assemblée dès cet après-midi de l'angoissant problème qui préoccupe les esprits. Le député de Seine-et-Oise devait démentir lui-même le bruit qui avait couru à ce sujet dans la matinée.

M. Franklin-Bouillon ne renonce pas, malgré les objections qui lui ont été présentées par M. Briand, à pratiquer l'opération politique dont nous avons parlé hier. Mais il se réserve pour le faire l'opportunité de l'heure et d'aillears il s'appliquera, autant qu'il le pourra, à ne gêner en rien M. le Président du Conseil.

quera, autant qu'il le pourra, à ne géner en rien M. le Président du Conseil.

Au demeurard, l'impression qui prédomine dans les milieux politiques de toutes nuances, est que le Gouvernement ne pourra pas se dispenser de donner, dans un délai très bref, les éclaircissements qu'attendent le Parlement et le pays. Les changes ont repris aujourd'hui leur mouvement ascensionnel et l'inquiétude — il ne servirait à rien de le dissimiler — s'est répandue dans le public. En même temps, les bruits les plus étranges circulent dans les couloirs de la Chambre, favorisant les impressions. Tout cela crée une atmosphère trouble qu'il convient de dissiper au plus tôt, si l'on veut que la confiance ne continue pas à s'éloigner.

Au fond, le problème de la majorité gouvernementale, dont on recherche encore une solution satisfaisante et définitive, est fonction lui-même du problème de la confiance. Sans confiance dans le public, on n'aura pas de majorité stable au Parlement, et le Gouvernement avant d'entrainer l'adhésion de la Chambre, doit s'employer à obtenir l'adhésion de l'opinion.

Cette adhésion, comment la réaliser? Par les mesures que l'on prendra et par la mamière dont on les prendra. L'heure est venue où il faut donner un grand coup de poing sur la table.

R...

LES CHANGES

)	JECUI	A ET ABILEDI
LIVRE	163.45	168.10
DOLLAR	33.50	34.57
BELGIOUE	100.60	102.00

rannie d'un Abd-el-Krim au régime d'autonomie

rannie d'un docte article se trèbus rifisines avant l'intervention de l'Emit.

Les Maroceins eux-mêmes reconnaissent les bienfaits de la protection française.

M. Doriot pose quantité de questions sur les traités franço-cepagnols pour régler les affaires d'onomiques et politiques du Rf.

M. Briand.— Ces accords ent about au succès que M. Doriot a constate lui-neure.

M. Doriot.— Oui, en fait, votre position s'est singulièrement renforcée du fait de votre action avec l'Espagno. Mais la presse italieme demande a réusión d'une conférence internationale pour régler le séant de l'Afrique du Nord.

M. Briand.— R n'y a secune emètec de raison de convoquer une telle conférence.

M. Doriot insiste en lisant les articles de journaux français sur des transactions possible pour l'Italie, à propos de l'Afrique du Nord.

M. Briand répond: Ne vous immiscez done pas dans les intervention de M. Berthon, qui rappielle le voyage de M. Mussolini à Tripoli. M. Briand répond: Ne vous immiscez done pas dens les intérieures des autres pays, une pronners pas de paroles désagréssiles pour les hummes des gouvernements des autres pays, une pronners pas de paroles désagréssiles pour les hummes des gouvernements de votre pays. (Rires et applaudèssements).

M. Doriot reste sectique sur la solidarité de la paix.

M. Briand.— Ce qui nous aurait certainement

M. Doriot reste sceptique sir la solidarite de la paix.

M. Briand. — Ce qui nous autait certaimement mené à de redoutables conflits, c'aurait été l'extension de la rébellion, la menace de Fez, le trouble au Maroc!

(Progrez bien que devant la carance de la France, il se serait trouvé d'autres pays pour s'intéresser à cette œuvre de civilibation; c'est à ce moment là que des conflits auraient été à redouter.

M. Dorlot persiste à déclarer que notre victoire au Maroc est une victoire de l'impérialisme qui menace la paix, (Applaudissements communistes; vive protestation.)

La suite dos débats est renvoyée à vendredi prochain. La séance est levée à 18 h. Séance mardi à 10 h.; suite de la discussion sur les baux à longue durée,

DES TRAMWAYS A LILLE LA SITUATION RESTE SANS CHANGEMENT

LA GRÈVE GÉNÉRALE

C'est dans le calme qu'a débuté, vendredi matin, la troisième journée de la grève géné-rale des employés de tramweys de Lille et sa baulieue. La veille, à la suite d'incidents que nous

rale des employés de tramways de Lille et sa banlieue.

La veille, à la suite d'incidents que nous avons relatés, le préfet du Nord s'était vu dans l'obligation de faire garder par des gendarmes l'usine électrique de la rue Auber.

Cela ent pour effet d'amener les grévistes à renoncer à faire le blocus de la « Centrale électrique » et à donner au préfet du Nord l'assurance formelle qu'ils ne s'opposeraient plus désormais à l'entrée dans l'usine des contrôleurs, pourvu que ceux-ci ne soient exclusivement affectés qu'aux manipulations des charbons. Devant cette promesse, le préfet ordonna le retwait des forces de gendarmerle et laissa faire la police municipale.

C'est donc un service d'ordre, composé d'une quarantaine d'agents, oui gardait, vendredi matin, les issues de la Centrale électrique.

LES RELÈVES S'EFFECTUENT EN BON ORDRE

Au cours de la matinée de vendredi, les travailleurs furent relevés trois fois, à 5 h., à 9 h. et à midi.

La première relève se déroula sans incidents, car le service de garde des gréristes se contenta de siffér et de huer les travailleurs au moment on ils pénétralent ou sortaient de l'usine, sous la protection d'agents cyclistes.

eyclistes.

Au moment où s'effectua la seconde relève, un peu plus de grévistes se trouvaient aux abords de l'usine. Mais la Compagnie des tramways avait pris soin de teuir servie. Il de l'usine de la relève, ce qui permit aux travallleurs d'entrer et de sortir de l'usine sans éveiller l'attention des grévistes.

Tout comme les deux premières, la troisième relève ne fut marquée d'aucun incident. Protégés par un barrage de police et l'accident de leurs camarades du Mongy.

escortés d'un peloton d'agents cyclistes, les ouvriers purcut pénétrer dans l'usine, pen-dunt que les manifestants souffaient dans leurs siffiets. OU EN EST LE CONFLIT ?

OU EN EST LE CONFLIT?

Jusqu'à présent, aucune solution du conflit,
qui divise les employés et la compagnie, n'a
été envisagée. De part et d'autre, c'est le
refus formel de faire aucune concesdon.
Du côté des grévistes, on est résolu à continuer la grève jusqu'à l'acceptation, par la
Compagnie, des revendications présentées par
le Comité de grève.

Ja Compagnie ne s'en tient plus aux
effres qu'elle a faites le 8 juin et que nous
avons indiquées. Elle estime maintenant que,
toutes les questions soulevées par le conflit
doivent être remises à l'étude.

LE TRAVAIL EST NORMAI.

LE TRAVAIL EST NORMAL

A 1.A « CENTRALE ELECTRIQUE »

Après deux fonts de flottement au cours
desquels en s'est ingenit à mettre au point
un service de fortune, le travail est maintenant normal à la « Centrale électrique ».

Le personnel est en nombre suffisant et
l'usine pourra marcher longtemps sans
accroe. Il faut donc que se dissipent les
cruintes, que l'on aurait pu avoir en ville, de
voir s'arrièrer la « Centrale », qui distribue
le courant-force motrice à de nombreuses
usines de la ville et de la banlleue.

LA SOLIDARITÉ DES EMPLOYÉS DE L'ÉLECTRIQUE LILLE-ROUBAIX-TOURCOING

Le jubilé épiscopal du cardinal Dubois L'attitude du Brésil

du cardinal Dubois

Une lettre autographe de S.S. Pie XI

à l'archevêque de Paris

Paris, 11 juin. — Le Souveraln Pontife a
adressé à S. Em. le cardinal Dubois, archevéque de l'aris, à l'occasion de sou jubilé
phiscopal, une lettre autographe dout nous
extrayons le passage suivant:

L'honneur rendu aux érêques reiaillit en une cernien faços aux Nous : ne nont-ils pas aussi les ponifes chargés de conduire les foules dans les chemins
les l'Aussi, avec grande joie, avon-nous aprits gêt'a
l'occasion de la procheim célébration du vings-cinquième anniverssire de votre épiscopat, tous voidmiradeurs, — et les sont nombreux, — s'apprétent
à vous donner den marques publiques de leur allégresse. On sait, en effet, avec quelle prudence et
auvelle expérience vous avez gouverné les différents
diocéses qui, successivement, ont été confiés à votre
puelle expérience vous avez gouverné les différents
diocéses qui, successivement, ont été confiés à votre
puelle expérience vous avez gouverné les différents
diocéses qui, successivement, ont été confiés à votre
pour de votre zôte, l'inici, vous no créér, dans
centre capitale de la France, de nouveaux licux fie
etite, mais encore de faire evoirte le nombre des
élèves ecclésiastiques, de les pousser aux vertus sacer
dotaics, à la reicues mécessaire et à la piété, eux quidevenus bieutôt les modèles du troupeau, devront
donner l'exemple aux fâdeles,

Du riz et du manioc vont être incorporés dans notre pain

dans notre pain

Paris, 11 juin. — A la suite des démarches entreprises par l'Institut colonial, le secrétaire général de son Comité de directiou, M. Alcide Delmout, vient d'être informé par M. Binet, ministre de l'Agriculture, qu'un décret va paraître, instaurant dès maintenant l'adjonction des farines de riz et de manioc indo-chinois au bié français dans la fabrication du pain.

Pour faciliter notre approvisionnement en pain Paris, 11 juin. — A la fin de la seance de ce matin, les ministres de l'Agriculture et des Finances ont déposé le projet de loi tendant à assurer dans des conditions plus favorables l'approvisionnement en blé, en farine et en pain.

M'" Marthe OULIE DOCTEUR ES-LETTRES Paris, 11 juin. — Mth Marthe Oulif, qui soutint ses thèses jeudi, en Sorbonne, a été proclamée docteur ès-lettres, avec mention honorable, après avoir reçu du jury des compliments sur son savoir et son talent d'écrivain.

A GENEVE

Genève, 11 juin. — Le Secrétariat de la Société des Nations publie, aujourd'hul, le texte du télégramme officiel qu'il a reçu du Gouvernement brésilien et qui précise défaitivement l'attitude de la République sudaméricaine à l'égard de la Société des Nations.

Natious.

Il résulte de cette communication authentique, que jusqu'à nouvel avis, le Brési continue de faire partie de la Société des
Natious, mais qu'il ne siègera plus au Conseil de la Société

La décision du Brésil communiquée à tous les Etats sud-américains

Rio-de-Janeiro, 11 juin. — Le ministre des Affaires étrangères, après avoir communiqué au corps diplomatique sud-américain à Rio-de-Janeiro, la démission du Brésil du Conseil de la S. D. N., a télégraphié à tous les pays de l'Amérique du Sud qui ne font pas puttie de la S. D. N., la résolution du Brésil de se désintéresser de la S. D. N.

L'agresseur du comte Bethlen va être poursuivi devant la justice fédérale

Genève, 11 juin. — Le Parquet de Genève vlent d'être saisi de la poursuite pénaie dirigée contre le journaliste hongrois Ivan de Justh. L'acte commis par Justh tombe sous le coup de l'article 43 du Code pénai fédéral, qui prévoit une pelue pouvant aller jusqu'à deux ans de prison et deux mille france d'amende.

d amende.

Il est possible que le Gouvernement Longrois demande l'extradition de Justh, qu'est cendamné par défaut, à Budapest, à deux ans de prison pour détournements.

Un rapport de M. Bénès au Conseil de la S. D. N.

au Conseil de la S. D. N.

Genève, 11 juin. — Dans la dernière
séance du Conseil, M. Bénès, ministra des
Affaires étrangères de Tchéco-Slovaquie, a
communiqué à ses collègnes un important
rapport sur le règlement pacifique des différends internationaux: l'arbitrage et la sécurité qui a été approuvé unanimement et sans
débat.

M. Bénès, dans ce rapport examine, les

M. Bénès, dans ce rapport examine les

progrès qui ont été accomplis depuis l'as-semblée de 1925 dans ce domaine.

LE CHAMPIONNAT DE FRANCE DE TENNIS



M" JOAN FRY (Wide World photos). M" SUZANNE LENGLEN Au cours de la demi-finale du Simple dames, pour le Championnat M¹¹⁰ Suzanne Lenglen a battu M¹¹⁰ Joan Fry. mat de France de tenniq